



La Commune



Texte Europe

Publié le novembre 2002



adopté les 1/2 novembre 2002 par le CC de l'organisation La Commune | Déclaration

I.- En toile de fond des contradictions inter impérialistes : la guerre économique Europe-USA

1) - Il n'est pas inutile de rappeler ici l'analyse de Trotsky dès 1923 dans ses écrits sur "Europe-Amérique" :

"Le plan des Etats-Unis : mettre l'Europe à la portion congrue. Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre et, à plus forte raison, l'Allemagne et la France recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même il est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande, maintenant, aux diplomates. Il se prépare également à commander aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres, ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter ou de vendre. Déjà, dans les thèses pour le 3ème congrès de l'IC, nous écrivions que l'Europe est balkanisée. Cette balkanisation se poursuit maintenant. Les états du Balkans ont toujours eu des protecteurs dans la personne de la Russie tsariste ou de l'Autriche-Hongrie, qu'il leur imposaient le changement de leur politique, de leurs gouvernants, ou même de leur dynastie (Serbie). Maintenant, l'Europe se trouve dans une situation analogue à l'égard des Etats-Unis et, en partie, de la Grande-Bretagne. Au fur et à mesure que se développeront leurs antagonismes, les gouvernements européens iront chercher aide et protection à Washington et à Londres ; le changement des partis et des gouvernements sera déterminé en dernière analyse par la volonté du capital américain, qui indiquera à l'Europe combien elle doit boire et manger... Le rationnement, nous le savons par expérience, n'est pas toujours très agréable. Or, la ration strictement limitée qu'établiront les américains pour les peuples d'Europe s'appliquera également aux classes dominantes non seulement d'Allemagne et de France, mais aussi, finalement, de Grande Bretagne. L'Angleterre doit envisager cette éventualité. Mais maintenant l'Amérique, dit-on, marche avec l'Angleterre ; il s'est formé un bloc anglo-saxon, il existe un capital anglo-saxon, une politique anglo-saxonne ; l'antagonisme essentiel du monde est celui qui divise l'Amérique et le Japon. Parler ainsi, s'est montrer son incompréhension de la situation. l'antagonisme capital du monde est l'antagonisme anglo-américain. C'est ce que montrera de plus en plus nettement l'avenir."

Ces phrases sont d'une évidente actualité. Les lignes forces de cette analyse sont vérifiées à la lumière des événements depuis le lendemain de la deuxième guerre mondiale : l'Angleterre est devenue, en Europe, un "porte-avions des USA (ce qui ne signifie pas pour autant que n'apparaissent pas ici ou là des contradictions USA-Grande-Bretagne) et les USA cherchent à dicter aux gouvernements européens, en particulier Allemand et Français la part de leur production d'acier ou de céréales, comme se fut le cas, dernièrement, avec les quotas et les mesures protectionnistes contre l'acier allemand et la production agricole européenne. l'OMC est assurément un instrument entre les mains de l'impérialisme US.

2)- Actualité et pertinence de cette analyse : 1945/2002

a) les racines économiques : de Bretton Woods au traité de Maastricht-Amsterdam

l'Europe sort en ruines de la deuxième guerre mondiale. Comme la première guerre mondiale, les racines qui ont entraîné à la deuxième guerre mondiale sont dans l'antagonisme de l'impérialisme allemand, dont les forces productives sont trop à l'étroit dans le cadre de ses frontières nationales (qui était privé de plus de colonies contrairement à la bourgeoisie anglaise ou française) et les bourgeoisies européennes, d'une part et les USA de l'autre. Il s'agissait, donc, d'une guerre pour le partage et l'hégémonie sur le marché mondial.

Les USA sont sortis vainqueurs et leur place hégémonique, déjà réelle depuis 1914 (premier producteur dans la plupart des secteurs industriels, premier dans les échanges mondiaux, premiers monopoles dans l'acier, l'automobile, l'agriculture) et définitivement consacrés au lendemain de 1945.

Des états effondrés, des bourgeoisies discréditées, le choix des USA, la reconstruction.

Les bourgeoisies européennes, discréditées par leur alignement sur le nazisme, pour la plupart d'entre elles, sont effondrées : absence d'état ou institutions en plein déliquescence, pays en ruine, situation révolutionnaire en France, en Italie, en Grèce

l'impérialisme US, vainqueur économique et militaire avait dès lors une seule alternative :

- soit s'en tenir à son premier élan, à savoir "transformer l'Europe en un immense champ de patates", selon l'expression du général Patton, c'est-à-dire transformer l'Europe en économie,
- soit aider les bourgeoisies à leur reconstruction, pour en faire, avec l'aide du stalinisme, un rempart contre les masses.

Par peur du mouvement des masses, du processus révolutionnaire engagée avec l'effondrement du nazisme, du fascisme italien, c'est cette seconde solution qui fut retenue. Celle du Plan Marshall, les stalinien seront de leur côté, chargés de contenir la vague révolutionnaire sur l'autel de la coexistence pacifique non sans que les bourgeoisies soient pour autant contraintes, par peur de tout perdre, à des concessions majeures telles que la sécurité sociale, les nationalisations, les services publics, les retraites par répartition solidaires comme en France,

Dans la période dite des "trente glorieuses - 1945-1971", période de reconstruction sur la base des ruines de l'Europe et des cinquante millions de morts. Il ne s'agit donc pas, comme d'aucuns l'ont prétendu, d'un nouvel "âge d'or" du capitalisme qui, surmontant ses crises, aborde qualitativement une autre "ère de prospérité".

De l'étalon or à Bretton-Woods

Un retour en arrière s'impose pour comprendre la situation actuelle et son "désordre boursier", basé sur la saturation générale du marché mondial.

De 1850 à 1914, le système monétaire international prend corps, sur la base de "l'étalon or". C'est dire que dans la phase ascendante du capitalisme, l'or est le seul moyen de paiement universel. Sous ce régime monétaire, les parités entre monnaies sont fixes. Toutes les monnaies sont librement convertibles en or.

Cela étant, la libre convertibilité des monnaies en or est suspendue pendant la Première guerre mondiale (cours forcé des monnaies)

Dans les années 20, le SMI tente de se restructurer. Le régime de "l'étalon change or" se met en place : l'or est banni des circulations monétaires internes à chaque pays, les réserves de chaque pays peuvent être constituées non seulement en or mais aussi en dollar ou en livre sterling. Dès 1924, l'économiste russe E. Préobrajensky envisage la domination du Dollar. Il apparaît alors de plus en plus clairement que **le SMI est le reflet des rapports de force entre puissances impérialistes qui se disputent le marché mondial.**

Et, un an avant la crise de 1929, Trotsky écrira : *"En période de crise, l'hégémonie des Etats Unis se fera sentir plus complètement, plus ouvertement, plus impitoyablement que durant la période de croissance. Les Etats Unis liquideront et surmonteront leurs difficultés et leurs troubles avant tout au détriment de l'Europe"*.

A la suite de la crise de 1929, il précisera : *"la croissance inévitable de l'hégémonie mondiale des Etats Unis développera ultérieurement de profondes contradictions dans l'économie et la politique de la grande république américaine. En imposant la dictature du dollar sur le monde entier, la classe dirigeante des Etats Unis introduira les contradictions du monde entier dans les fondements de sa propre domination"*

La crise de 1929 porte un coup sévère au régime du change or. Le dollar et la livre, subissent alors des dévaluations en chaîne.

La période qui précède la Seconde guerre mondiale est marquée par un désordre monétaire croissant et, plus largement, par la coexistence de plusieurs centres monétaires. La crise de 1929 disloque le marché mondial et trouve son issue dans l'économie d'armement, l'économie de guerre puis la Deuxième Guerre mondiale.

Le système monétaire de Bretton Woods : une "mine d'or gratuite" pour les Etats-Unis

Lorsque l'impérialisme US entre en guerre, son objectif est de faire de l'Europe "un champ de pommes de terres" avons nous dit précédemment, dans un seul but : la transformer en une semi-colonie, au même rang que l'Amérique latine. Mais, la vague révolutionnaire qui se forme à partir de 1943, aura raison des prétentions hégémoniques américaines

C'est dans ce contexte général que s'érige, en 1944, le système monétaire international de Bretton Woods. Ses traits essentiels sont : la consécration du Dollar comme moyen de paiement international, les autres monnaies se déterminant par rapport à lui dans un système de parités fixes
la convertibilité du dollar en or (\$ 35 l'once, jusqu' en 1971) : les banques centrales des différents pays réclament à la banque fédérale des Etats Unis la conversion des dollars qu'elles détiennent
la création d'un fond commun de réserves, le FMI, constitué pour un quart d'or et, pour le restant, de monnaie nationale. Le FMI est le gendarme des taux de change. Toute dévaluation des monnaies de plus de 10% est soumise à l'accord du FMI.

Le Système de Bretton Woods reste un SMI fondé sur l'or quoique au second degré, le dollar étant appelé à être le suppléant de l'or, dans l'ensemble des fonctions de la monnaie (mesure de Valeur, moyen de circulation universel , réserve de Valeur), et comme monnaie universelle.

Très vite, le Système de Bretton Woods, système de parités fixes, va être confronté à des dévaluations de grandes ampleur : la dévaluation du franc français en 1948 (80%) et de la livre sterling en 1949 (30%). l'inflation menace alors de faire éclater le Système de Bretton Woods (Ainsi, en France, de 1944 à 1948, l'indice des prix de gros passe de 267 à 1 977 !). C'est ce " dérapage " qui conduit au Plan Marshall par lequel l'impérialisme US prend en charge une grande partie de l'effort de reconstruction des états européens, afin de conjurer la montée révolutionnaire des masses (que les staliniens contiennent sans pouvoir la faire refluer) et de permettre aux bourgeoisies européennes de supporter le poids des conquêtes sociales qu'elles ont dû concéder aux masses, de peur de " tout perdre " (Sécurité sociale, Services publics, Conventions collectives, Salaire minimum vital..).

Au cours de la période 50.70, l'internationalisation des échanges et de la production, certes, s'approfondit. Cela étant, l'accumulation du capital, la production de la Plus value, qui ont pour débouché la " reconstruction ", sont soutenues par les dépenses militaires, l'endettement des Etats et des ménages. Le rôle du crédit est prépondérant, il porte néanmoins en lui le virus de l'inflation. l'économie d'armement est devenu le volant d'entraînement de l'économie américaine qui est la locomotive de toute l'économie mondiale.

Assises sur la reconstruction des économies européennes dévastées par la guerre et de l'appareil industriel, les " 30 glorieuses ", loin de consacrer un nouvel âge du capitalisme, ont été soutenues, dans une large mesure, par un dispositif de dépenses parasitaires

Pour un temps le système de Bretton Woods aura été une pièce maîtresse de ce dispositif : ce système monétaire procure en effet une mine d'or gratuite aux USA, leur permettant de financer gratuitement un déficit de l' Etat de plus en plus gigantesque (en émettant eux même une monnaie internationale, en créant des dollars et ... du crédit)

Ce dispositif parasite obéit à la nécessité de palier à la baisse générale des taux de profits. Mais, les tentatives de contrecarrer cette baisse des taux de profits butent sur un partage profits salaires qui ne correspond pas aux exigences du capital : augmenter *au moins la masse de profit à mesure que s'accroît la masse du capital investi*

Mais, au tournant des années 60, arrive un temps où les réserves d'or des USA deviennent inférieures à la valeur des dollars en circulation. Conséquence : perte de confiance dans le dollar ; les détenteurs de dollars surabondants dans les autres pays convertissent leurs dollars en or. Les " européens " veulent de l'or en échange des dollars du Plan Marshall. Résultat: les stocks d'or des USA fondent.

Depuis 1964, la balance commerciale des Etats unis diminue systématiquement. En effet, le prix élevé du dollar (propice au achats d'usines et importations) devient, au fil des ans, un handicap (frein aux exportations) dès que la concurrence étrangère renaît de ses cendres.

Du fait du rapport entre les classes aux USA , les dépenses de la guerre du Vietnam seront financées, non par l'augmentation de l'impôt ou la réduction des autres dépenses publiques (les dépenses sociales croissent au même moment), mais par le déficit et l'inflation. Conséquence : déficit de la balance des paiements.

Tout indique que les conditions de l'accumulation du capital et de la production depuis 1950, basées sur la " reconstruction " et soutenues par les " dépenses " et le crédit, ont fait leur temps.

La reconstruction des économies dévastées par la guerre étant achevée, chaque Etat étant reconstruit avec un marché intérieur, une monnaie nationale, la concurrence inter impérialiste reprend ses droits.

En août 1971 : 50 milliards de dollars sont détenus à l'étranger et les réserves d'or des USA sont de 11 milliards. Les USA connaissent alors une sérieuse récession. Il devient urgent de prendre une mesure de sauvegarde pour préserver les réserves des USA et empêcher le " retour " des dollars " européens

La fin du système de Bretton Woods

Au plus fort de la guerre du Vietnam, l'administration américaine décide unilatéralement de " suspendre " la convertibilité du dollar en Or. Le 15 août 1971, Nixon déclare :

" A la fin de la deuxième guerre mondiale, les économies des principales nations industrielles d'Europe et d'Asie étaient saccagées. Pour les aider à les remettre sur pied et à protéger leur liberté, les Etats Unis leur ont fourni 143 milliards de dollars au titre de l'aide à l'étranger.. elles ont retrouvé leur dynamisme et sont devenues de fortes concurrentes... le moment est venu pour qu'elles portent leur part équitable du fardeau pour la défense de la liberté dans le monde. Le moment est arrivé pour que les taux de change soient rectifiés ... Il n'y a plus de raison pour que les Etats Unis se battent avec une main attachée dans le dos "

La déclaration de Nixon débouche sur la dévaluation du dollar (décembre 71 puis février 73) signifiant qu'il ne peut plus jouer pleinement le rôle de monnaie universelle à côté de l'or.

Le dollar devient une monnaie internationale à cours forcé, affirmant sa primauté, dans un système de cours forcé international. Si bas en soit le prix, toutes les bourgeoisies sont contraintes d'acheter des dollars.

l'impérialisme US ne veut plus travailler "une main dans le dos".

La déclaration de Nixon retentit pour ce qu'elle est : une déclaration de guerre économique contre les bourgeoisies européennes accusées à "juste titre" de reprendre la concurrence inter capitaliste sur le marché mondial et, comble de l'ironie, les euros dollars du plan Marshall pour, en demander la convertibilité en lingots d'or, vider Fort Knox et affaiblir les réserves d'or des USA. Nixon dit clairement : "tout cela est terminé et nous ne ferons plus de cadeaux" le 15 août 1971 est une date clé qui sonne le glas des "trente glorieuses". Ce sont ces conséquences que nous vivons aujourd'hui dans tous les domaines.

Comme le disait déjà Trotsky au lendemain de la première guerre mondiale :

"Pour l'Europe, comme j'ai essayé de le démontrer, la question se résout nettement par la négative. L'Europe, après la guerre, est tombée dans une situation plus pénible qu'avant 1914. Mais la guerre n'a pas été un phénomène fortuit. C'a été le soulèvement aveugle des forces de production contre les formes capitalistes, y compris celles de l'Etat national. Les forces de production créées par le capitalisme ne pouvaient plus tenir dans le cadre des formes sociales du capitalisme, y compris le cadre des Etats nationaux. De là, la guerre. Quel a été le résultat de la guerre pour l'Europe? Une aggravation considérable de la situation : Nous avons maintenant les mêmes formes sociales capitalistes, mais plus réactionnaires; les mêmes barrières douanières, mais plus hérissée d'obstacles; les mêmes frontières, mais plus étroites; les mêmes armées, mais plus nombreuses; une dette accrue, un marché restreint. Telle est la situation générale de l'Europe. Si, aujourd'hui, l'Angleterre se relève quelque peu, c'est au détriment de l'Allemagne; demain, ce sera l'Allemagne qui se relèvera au détriment de l'Angleterre. Si la balance commerciale d'un pays accuse un excédent, la balance d'un autre pays accuse un passif correspondant. L'évolution mondiale principalement le développement des Etats Unis a poussé l'Europe dans cette impasse. L'Amérique est maintenant la force essentielle. du monde capitaliste, et le caractère de cette force détermine automatiquement la situation sans issue de l'Europe dans le cadre du régime capitaliste. Le capitalisme européen est, devenu réactionnaire au sens absolu du terme; autrement dit, loin de mener les nations de l'avant, il n'est même pas capable de leur conserver le niveau de vie auquel elles avaient atteint dans le passé. C'est là la base économique de l'époque révolutionnaire actuelle. .On assiste à des flux et à des reflux politiques, mais, cette base reste, inchangée (...)Or, l'économie est maintenant mondiale, et c'est ce qui décide du sort du capitalisme pour tous les continents. Le capitalisme ne peut se développer isolément en Asie, indépendamment de ce qui se passe en Europe ou en Amérique. Le temps des processus économiques provinciaux est définitivement révolu. Certes, le capitalisme américain est incomparablement plus fort et plus solide que le capitalisme européen; il peut envisager l'avenir avec beaucoup plus d'assurance. Mais il ne peut plus se maintenir sur son équilibre intérieur. Il lui faut l'équilibre mondial. L'Europe dépend de plus en plus de l'Amérique, mais il en résulte que l'Amérique, à son tour, dépend de plus en plus de l'Europe."

1973-2002 : de crise en crise, de bulle financière en bulle financière, l'effondrement des marchés sur fond de scandales au coeur des Etats-Unis.

-1973 : "crise du pétrole" provoquée artificiellement par les USA pour faire monter les cours et prendre l'Europe, qui n'est pas maître en ce domaine, à la gorge.

-1973 1980 : arrivée massive des "pétrodollars" dans les pays d'Europe, entraînant les hausses vertigineuses des cours de la bourse, la spéculation sur l'immobilier et les changes. fluctuation considérable de toutes les monnaies . 100 milliards de francs de la bulle financière qui se déplacent chaque jour de bourse en bourse.

-1980 : accord Reagan Thatcher - mise en place du "grand marché GB USA"

-1982 : première crise de la "dette mexicaine"

-1983 : les caisses d'Epargne US en faillite obligeant l'Etat fédéral à intervenir . "Tournant de la rigueur" en France et en Europe. La guerre économique pour la rentabilisation et l'appropriation des marchés est bien lancée. Les fonds de pension, principalement US font leur apparition dans les bourses européennes (40% des actions dans les valeurs du CAC 40, idem ailleurs).

-1986 : le "big bang", déréglementation de la Bourse de Londres.

-1987 : accords du Louvre pour "stabiliser" les changes. Krach à Wall Street et sur toutes les Bourses.

-1988 : l'Europe des 12 libère les mouvements de capitaux,

-1990 : accord du GATT pour le libre échange mondial: les USA imposent leurs quotas sur les matières premières et les principaux produits. Ils sortent vainqueurs de leurs exigences.

-1990 1992 : l'accord européen sur le Serpent Monétaire Européen explose, chaque monnaie peut varier de plus ou moins 15% autour de son cours;

-1994 : krach mexicain, 300 milliards de francs débloqués par le FMI pour venir en aide à ce pays, arrière cour des USA.

-1997 : effondrement en série dans le sud est asiatique (Thaïlande, Indonésie, Corée du sud...)

-1998 : effet domino en Russie, Brésil ...

-1998 2000 : reconstitution de la bulle financière à des hauteurs vertigineuses, prétendue reprise mondiale en Europe

-2000 2002 : nouvel effondrement sur toutes les places boursières; les principales valeurs perdent 70% ou plus, scandales Enron, Worldcom ... aux USA, les comptes étaient truqués... A cette date, les échanges commerciaux réels représentent seulement 1 % des transferts de capitaux dans le monde. Le reste (99%) appartient à la bulle spéculative.

Mêmes causes, mêmes effets

Ainsi les mêmes causes produisent les mêmes effets, la reconstruction en trente ans de la capacité de production et de commerce de l'Europe a de nouveau saturé le marché mondial, provoqué comme 1938-1939 par la surproduction et ravivée à une échelle jamais connue la concurrence pour la survie entre les nations capitalistes et leurs groupes patronaux

Conjointement, il faut souligner que, aussi loin que soit allée l'offensive restaurationniste à partir de la chute du mur de Berlin, les marchés de l'Europe de l'Est, ceux de l'ex URSS n'ont pas à ce stade réellement été récupérés par le capital, principalement par peur des masses.

En effet, l'impérialisme sait qu'une véritable et profonde restauration, autrement que, "juridique", passe par de restructurations brutales jetant à la rue des millions de prolétaires. Poutine, quelles que soient ses velléités et son allégeance totale à l'impérialiste n'en a pas, à lui seul, les moyens. Imposer Coca Cola et Mac Donald est une chose, licencier mineurs et sidérurgistes en est une autre. l'impérialisme, principalement US, marche sur des oeufs.

b) - l'objectif du marché européen de Maastricht-Amsterdam

Ce n'est pas une idée neuve. Le besoin de serrer les rangs de la part des capitalistes européens remonte au début des années 50 - 60, avec la création de la CECA (communauté économique du charbon et de l'acier) . Il s'agit, sur ces deux secteurs, de mettre de l'ordre, en simplifiant, puis en supprimant les barrières douanières en Europe pour mieux faire front contre les USA au sein du GATT.

De 1954 à nos jours, c'est le même besoin qui s'exprime dans tous les domaines économiques, par le traité de Maastricht-Amsterdam. C'est le pendant européen de la politique US qui a conduit à l'ALCA.

Maastricht-Amsterdam n'a rien à voir bien entendu avec une harmonisation, une création d'une Europe solidaire des peuples, mais d'une "Europe solidaire du capital européen contre les USA pour de comment résister en gardant en son sein ce qui sera le plus rentable pour faire face à la concurrence. En d'autres termes, les traités de Maastricht-Amsterdam se résument ainsi : "Tu gardes ta sidérurgie, plus rentable que la mienne, (cf. France-Allemagne) mais en échange, tu me laisses mon agriculture, du moins une grande partie ... et chacun d'entre nous se charge chez lui de faire le ménage et d'aboutir à terme à faire baisser les coûts du travail, à dégraisser l'état, trop lourd et trop coûteux (trop de services publics, trop de fonctionnaires) " .

Liquider les sous produits de la vague révolutionnaire de 1945-1947

Maastricht-Amsterdam, c'est donc tout particulièrement l'objectif de démanteler, liquider les acquis sociaux, sous produits de la vague révolutionnaire de 1945-1947. Ils sont devenus, dans cette guerre économique, un luxe qui alourdit les coûts salariaux : Sécurité sociale en France, basée sur le salaire différé, régime général et particulier des retraites comme la SNCF, EdF-Gdf, services publics des transports, de la Santé, des Télécommunications, de l'Instruction en France mais aussi en Europe (Allemagne ...). Il faut donc, bien sûr, "harmoniser" par le bas le Code du Travail et les conventions collectives.

Il en va de même pour les institutions de l'état, jugées trop lourdes, qu'il faut démanteler par un processus de privatisations. Chaque pays, est tenu d'engager sa "réforme de l'état". Objectif immédiat : diminuer le nombre de fonctionnaires "en France deux millions de fonctionnaires d'état, plus les cinq millions de fonctionnaires

employés d'hôpitaux et des collectivités locales".

Maastricht-Amsterdam : Une association de malfaiteurs qui cherchent à mieux s'armer dans la guerre de gangs entre capitalistes. D'un point de vue économique, stricto sensu, les USA, qui contrôlent l'essentiel des échanges mondiaux et des matières premières, sont largement gagnants.

c) - La résistance du prolétariat et des masses, élément majeur qui ordonne la situation en Europe

Certes inégale selon les pays, elle est néanmoins constante depuis 1945, et sans défaite majeure nulle part. Certes, en Angleterre, Thatcher a pu aller très loin contre les mineurs et a imposé les privatisations. Mais la formidable mobilisation il y a quelques années contre la poll tax et les récentes grèves indiquent que le prolétariat anglais n'est pas à genoux.

En France, malgré le dispositif de division et de trahison des appareils, au premier rang le stalinien, la lutte des classes est jalonnée d'étapes et de mobilisation majeure de la classe ouvrière qui n'accepte pas les privatisations, la remise en cause des acquis sociaux, des retraites, de la Sécurité sociale, des services publics (poste et télécommunications, écoles et hôpitaux).

Les récentes élections présidentielles, où le candidat du PS Jospin a été balayé dès le premier tour, indique à quel point la classe ouvrière rejette la politique de collaboration de classes du PS et du PCF, engagés dans l'application du traité de Maastricht.

Le candidat Chirac, quant à lui n'a recueilli que 14% des inscrits, preuve là encore qu'il n'y a pas, contrairement à la propagande stalinienne, de "virage à droite" de la société française, bien à l'inverse. Chirac a été élu grâce à l'aide des appareils bourgeois dans le mouvement ouvrier, le PS et le PCF qui ont organisé une immense supercherie pour faire croire au danger de l'extrême droite (Le Pen) et ont appelé à voter Chirac (la LCR incluse).

La résistance ouvrière a donc des prolongements directs, en particulier depuis la grève générale de novembre-décembre 1995 sur l'arène politique aigusant la crise du régime de la cinquième république et de ses institutions.

La période ouverte par novembre décembre 1995 ne s'est pas refermée après s'être cassée les dents sur le mouvement des masses par Juppé interposé, la bourgeoisie qui avait investi la "gauche plurielle" c'est à dire Jospin et le PCF en est aussi pour ses frais puisque ce n'est un mystère pour personne que Jospin doit son cuisant échec électoral à l'abstention massive des salariés, des chômeurs et de la jeunesse en avril 2002. Chirac n'a gagné que par défaut et au premier tour, il fait le plus mauvais score de toute la Ve République. Insistons, au deuxième tour, c'est grâce à l'union sacrée des appareils du mouvement ouvrier derrière lui, LCR comprise, qu'il réalise son score plébiscite.

l'actuel gouvernement hérite donc des dossiers que deux gouvernements successifs - dont déjà un de Chirac avec Juppé, de 1995 à 1997 - n'ont pu faire aboutir contre les masses. l'exemple particulier de la France prend aussi ses racines non seulement dans le lendemain de la deuxième guerre mondiale et de sa vague révolutionnaire mais dans le caractère centralisé d'un pays à tradition révolutionnaire de la Révolution française jacobine. Du point de vue de sa place sur le marché mondial, la bourgeoisie française est une des plus faibles et ne fait pas le poids face à l'Allemagne. Notons aussi son affaiblissement sur l'échiquier mondial dès lors qu'elle y a fait des investissements hasardeux qui se sont effondrés : Argentine, Afrique. ..En France, jusqu'à ce jour, le rapport de forces est favorable à la classe ouvrière malgré un degré d'inféodation des appareils qui atteint des sommets : accords pour les privatisations, labellisations des fonds d'épargne salariale antichambres des fonds de pension... l'année qui vient et les mois qui viennent posent à nouveau la question du tous ensemble. Les "journées d'action" programmées par les appareils syndicaux pour éviter la grève générale ne pourront l'éviter longtemps et les leçons de novembre décembre 95, forces faiblesses feront leur chemin.

La dernière "journée d'action" du 26 novembre est significative à cet égard : le barrage des appareils commence à se fissurer et prend eau de toutes parts. Nombreux sont les secteurs qui, malgré les consignes des appareils syndicaux n'appelant pas à la grève ont passé outre et se sont mis en grève (Edf Gdf, cheminots, et télécom ...). La prochaine période remet à l'ordre du jour la question de la grève générale contre le gouvernement Chirac-Raffarin.

Du fait de cette résistance permanente à l'échelle de l'Europe, les "critères de convergence" qui étaient imposés par le traité de Maastricht aux états (en particulier le non dépassement de 3% du déficit public par rapport au PIB) ne sont pas respectés par les principaux pays, France et Allemagne. Au point que Romano Prodi les a déclarés stupides et irréalistes !

l'autre facteur de crise réside dans la politique US de subventions massives à certains secteurs et l'intervention ouverte de l'Etat fédéral sur le plan économique, surtout après le 11 septembre. Cette intervention permet de donner un avantage à l'économie des USA vis à vis de ses concurrents. Elle passe principalement par le budget militaire dont le seul secteur recherche développement équivaut à l'ensemble du budget de l'armée française. Les impérialismes européens, français surtout, sont contraints de suivre la même voie. Chirac l'a proclamé, la France va aligner ses dépenses militaires sur celles de l'Angleterre soit +35% par habitant ou + 73,5% par militaire ! l'affaire des 3% révèle en outre une contradiction inhérente à l'UE

: concentrer toute la politique économique en quatre paramètres et en confier la surveillance aux "experts" de la BCE est une absurdité. Ce que l'UE a inscrit dans le marbre à Maastricht et à Dublin, jamais les USA n'ont commis la folie de l'intégrer à leur constitution, en dépit de tentatives dans ce sens.

II- De la guerre économique à la guerre tout court (Irak et ailleurs)

Les USA sont contraints de passer de l'économie d'armement à l'économie de guerre. De là leur besoin pressant, outre leur volonté d'hégémonie, de faire la guerre en Irak, comme le rappelle l'économiste Serfati (la Commune n° 23) :

Budget de la défense des USA : vers les 470 milliards de dollars !

Le coup d'accélérateur est d'abord visible dans les augmentations considérable budget militaire, auxquelles Clinton avait déjà contribué en faisant adopter par le Congrès une augmentation de 112 milliards de dollars pour la période 1999-2003. Les hausses proposées par Bush marquent changement d'échelle. Le budget de la défense nationale (défense, espionnage...) s'élevait à 304 milliards de dollars en 2001 (il a été voté avant le 11 septembre), à 351 milliards de dollars en 2002, s'élèvera à 396 milliards de dollars en 2003 et devrait atteindre 470 milliards de dollars en 2007.

Ces crédits, qui alimentent des programmes d'armes gigantesques, échoient d'abord à quelques grands groupes (Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, General Dynamics, Northrop Grumman) qui reçoivent près de la moitié des commandes du Pentagone. Ces groupes ont émergé d'une vague de concentrations qui a commencé en 1993 et s'est déroulée sous l'oeil attentif et sous l'impulsion du capital financier, des fonds de pension, mais aussi des analystes financiers et consultants qui ont dessiné les frontières des restructurations industrielles et empoché d'appréciables commissions. Pour les groupes de l'armement, la "création de valeur pour l'actionnaire" passe, comme dans les autres secteurs, par la réduction du coût salarial et par l'augmentation des ventes. C'est à dire par l'augmentation des achats du département de la Défense (donc de son budget) et des exportations. Résultat: entre le 11 septembre 2001 et la fin août 2002, l'indice S&P (sur les 500 grandes valeurs de Wall Street) a perdu 20 %, pendant que les valeurs des grands groupes de la défense ont gagné près de 10%.

Economie de guerre et marchés financiers

La mondialisation du capital et la militarisation de la planète sont liées. Aux antipodes des discours néolibéraux, la mondialisation n'est pas le stade suprême de la paix. Les Etats Unis occupent une place centrale dans les deux processus. La militarisation accélérée des Etats Unis répond à plusieurs objectifs. Elle conforte la domination de l'impérialisme états unien contre des ennemis potentiels, réels et imaginaires. Elle vise également à créer un effet de seuil avec les pays alliés, incapables de se lancer dans des programmes d'une envergure aussi importante que le système de défense antimissile (coût estimé: plus de 50 milliards de dollars) ou l'avion de combat FX35 (coût estimé: plus de 100 milliards de dollars). Ensuite, la criminalisation de la résistance sociale, qui va de pair avec les restrictions importantes des libertés publiques imposées par les gouvernements depuis le 11 septembre 2001, signale que tous ceux qui contestent la mondialisation du capital sont des ennemis potentiels qui relèvent d'un traitement militaire. De plus, elle satisfait, on l'a vu, le système militaro industriel et lui permet d'étendre son influence dans les domaines civils grâce à l'essor des industries de la sécurité. L'économie de guerre que confirment les plans de l'administration se développe dans un contexte très différent de celui qui prévalait durant les décennies d'après guerre. La situation était différente sur le plan macro économique (forte croissance et conquêtes sociales dans les pays développés) et géopolitique (les Etats Unis et l'URSS organisaient à leur profit le partage du monde). Depuis la fin des années 1970, le capital financier a retrouvé une position dominante. Les marchés financiers sont devenus des institutions centrales du capitalisme des années 1980 et 1990. Ils ont permis au capital de concentrer sa puissance face au travail et offert à la bourgeoisie et aux classes rentières un enrichissement considérable. Cependant, ni l'élévation considérable du taux d'exploitation de la main d'oeuvre, ni l'ouverture de nouveaux marchés en Russie et dans les pays de l'Est n'ont redonné une nouvelle jeunesse au capitalisme. A l'échelle de la planète, l'extension du capital et des rapports de propriété sur lesquels il est fondé n'a pas produit, depuis deux décennies, une augmentation durable et significative de l'accumulation du capital."

La bourgeoisie européenne est ainsi contrainte de suivre cette escalade à la fois pour des raisons économiques mais également pour des raisons politiques, face aux Etats-Unis.

Elle voit d'un mauvais oeil l'escalade guerrière des USA en Irak, ce qui explique ses réticences, car, outre qu'elle a des intérêts dans cette zone du monde, (Allemagne - France) elle a parfaitement compris que le pétrole est loin d'être la seule raison de la guerre contre l'Irak. Elle sait que les USA veulent, par ce biais, renforcer leur hégémonie et, si possible, s'installer durablement dans cette région pour, progressivement, resserrer son étau sur l'Europe même (cf. le développement de sa présence dans les Républiques d'Asie de l'ex URSS, en Afghanistan, et dans les Balkans).

Certes, une guerre Europe - USA n'est pas à l'ordre du jour et l'Europe suivra même en traînant les pieds les USA dans la guerre contre l'Irak. Mais les contradictions sont là, qui déterminent le cours de toute la période prochaine. En toile de fond, la terreur des bourgeoisies européennes face à la montée des masses et une situation qui confine, en France particulièrement, à l'explosion révolutionnaire.